



LÉGATION DE SUISSE
AU MEXIQUE

V.A.2.b.- B/c.

MEXICO, D.F., le 11 juin 1954.

Paseo de la Reforma 503-402
Apartado 1027
Téléphones: 11-05-82 y 36-54-68

RAPPORT POLITIQUE N° 6

Guatemala - Mexico - Washington

Monsieur le Conseiller fédéral,

Me référant à ma lettre du 28 mai concernant le Guatemala, j'ai l'honneur de vous faire savoir que les mesures draconiennes prises avant-hier par le Président Arbenz pour assurer la sécurité de son régime, sont enregistrées au Mexique comme une conséquence naturelle de la politique erronée des Etats-Unis vis-à-vis de ce petit pays.

Certains journaux vont jusqu'à dire que, comme la conférence de Genève est une faillite pour la Maison Blanche, celle-ci veut tout au moins exercer sa domination sur l'Amérique centrale.

Le geste de M. Arbenz serait donc fait pour prévenir toute action de Washington par trop brutale.

Monsieur le Conseiller fédéral
Max Petit pierre,
Chef du Département politique fédéral,

B e r n e .

L'on peut en conclure que le Guatemala, dans sa lutte pour son autonomie, a l'appui moral du Mexique, de sorte que toute mesure que prendra Washington contre ce pays sera mal vue ici. D'ailleurs, le fameux journaliste américain, Drew Pearson, reconnaît les conséquences fâcheuses de l'attitude intransigeante de M. Dulles contre le Guatemala : avant tout, le ralliement de presque tous les partis autour de M. Arbenz, car, lorsque l'indépendance de leur Patrie est en jeu, les Guatémaltèques, comme les Espagnols, oublient leurs querelles intestines.

Il ajoute que peut-être même l'union de tous les pays de l'Amérique latine, pour la défense du Guatemala, pourrait être aussi unanime qu'elle l'avait été en 1927, lors des violentes attaques de Frank Kellog contre le Mexique (inspirées d'ailleurs par M. White, l'actuel ambassadeur des Etats-Unis ici, qui était alors à la tête du département de l'Amérique latine, ce que les Mexicains n'oublient pas).

On peut cependant en douter, car un certain nombre de ces nations ne peut vivre qu'avec l'aide des Etats-Unis, comme l'a prouvé leur attitude servile à la conférence de Caracas.

D'ailleurs, nous verrons bien ce qui se passera dans ces prochaines semaines, puisque M. Dulles a fait hier appel aux nations américaines "pour qu'elles aident le peuple guatémaltèque à se libérer de la pénétration communiste" et qu'il a proposé à cette fin une consultation des chancelleries de toutes les républiques américaines conformément aux dispositions de la convention de Rio de Janeiro.

Le Mexique a accepté de faire partie de cette réunion, comme vient de l'annoncer M. Gorostiza, Sous-secrétaire d'Etat au Ministère des Affaires Etrangères, dans des termes réticents puisqu'il a dit qu'en donnant suite à cette invitation, son pays n'oubliera cependant pas qu'il est un champion du principe de non-intervention.

3.

Déjà la Société des amis du Guatemala au Mexique, dont le président est le sénateur Pedro de Alba, a publié contre la politique de M. Dulles un violent manifeste au titre très significatif : "Hoy por Guatemala, mañana por Mexico".

Aussi peut-on se demander si les Etats-Unis ont eu raison de rendre ainsi encore plus aigüe la crise guatémaltèque au moment où les problèmes si graves d'Europe et d'Asie devraient être au premier plan de leurs préoccupations et si, au lieu de faire sentir si lourdement leur puissance ici, ils n'auraient pas mieux fait d'agir avec plus de tact et de compréhension. C'est faire en effet le jeu de Moscou qui ne cesse de répéter que, de même qu'en 1927, alors que l'ire de Washington provenait de sa rage de se voir dépossédée au Mexique de riches gisements pétrolifères, sa colère actuelle au Guatéméla vient uniquement de l'expropriation de 233.000 acres de terres appartenant à l'"United Fruit Company" et dont le président Arbenz avait besoin pour mener à bonne fin sa réforme agraire, beaucoup plus sociale que communiste.

Veillez agréer, Monsieur le Conseiller fédéral, l'assurance de ma très haute considération.

Arbenz Guzman